

Devillers, Philippe, et al., *L'histoire du XXe siècle, l'Asie du Sud-Est*, Sirey, Paris, 1970-1971, 2 tomes : 496 et 514 p.

Rodolphe De Koninck

Volume 3, numéro 3, 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700223ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700223ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

De Koninck, R. (1972). Compte rendu de [Devillers, Philippe, et al., *L'histoire du XXe siècle, l'Asie du Sud-Est*, Sirey, Paris, 1970-1971, 2 tomes : 496 et 514 p.] *Études internationales*, 3(3), 419–420. <https://doi.org/10.7202/700223ar>

pectives mettant en correspondance l'économie et le chiffre de population. Ils aboutissaient à l'alternative suivante pour 1975 (voir p. 134).

Population

630 millions
550 "

Revenu total

300 milliards de roupies
298 "

Revenu par tête

476 roupies
506 "

L'auteur soulève la question de l'aide étrangère, inévitable pour assurer à l'Inde, et son développement et la nourriture de sa population. Depuis son indépendance, l'Inde est le pays qui a reçu globalement la plus grosse aide extérieure. Mais, par habitant, c'est elle qui a reçu le moins : \$9,400 millions, de 1951 à 1966, soit \$2.4 par habitant.

Outre les innombrables problèmes, inhérents à l'aide provenant des pays industrialisés, l'ouvrage insiste sur le poids croissant du service de la dette pour l'économie indienne.

La dette représente en pour cent du gain des exportations : pendant le 1^{er} plan, 4% ; pendant le 2^e plan, 14% ; pendant le 3^e plan, 22%.

Les conclusions de ce volume se révèlent très pessimistes quant aux possibilités de l'Inde d'assurer, dans le cadre du système libéral, à la fois l'essor économique et l'élévation du niveau de vie de la population. Peut-être moins un bilan négatif qu'un constat d'impossibilité.

Jean-René CHOTARD

Histoire,
Faculté des Arts,
Université de Sherbrooke.

DEVILLERS, Philippe, *et al.*, *L'histoire du XX^e siècle, l'Asie du Sud-Est*, Sirey, Paris, 1970-1971, 2 tomes : 496 et 514p.

Bien qu'avant le XX^e siècle, la résistance à l'intrusion étrangère se soit souvent fait sentir dans les diverses possessions des puissances occidentales en Asie du Sud-Est, elle ne fut jamais le fait de mouvements vraiment nationaux mais bien plutôt le signe d'une réaction instinctive et passionnée souvent utilisée par

les anciennes classes dirigeantes soucieuses de conserver leur prestige et leur autorité. Au tournant du XX^e siècle, ces mouvements patriotiques cédèrent progressivement la place au nationalisme proprement dit qui, lui, se définit par la volonté de constituer une nation, c'est-à-dire une communauté stable non seulement de langue, de sol et de culture, mais aussi d'administration et d'économie. Une telle conception exige que la nation soit indépendante.

C'est autour de ce thème que Le Thank Khoi introduit les huit études détaillées de l'histoire des nations de l'Asie du Sud-Est au XX^e siècle. Bien que l'interprétation marxiste de l'évolution des nationalismes présentée en introduction soit fort intéressante, les présentations des six chercheurs semblent démontrer que la lutte des classes, malgré son importance indéniable, ne suffit pas à expliquer l'histoire de la région et, en particulier, le rôle encore primordial des antagonismes ethniques. À vrai dire, les études sur la Birmanie (PERRIN), la Malaysia, Singapour et Brunei (FISTIÉ), l'Indonésie (DEVILLERS et CAYRAC BLANCHARD), la Thaïlande (FISTIÉ), le Cambodge (DEVILLERS), le Lagos (DEVILLERS) et le Viêt-nam (DEVILLERS) sont d'une qualité et surtout d'une originalité fort inégales. Sur le plan de l'originalité en effet, pour celui qui est familier avec les sources (en langue anglaise surtout), les textes sur la Malaysia et sur l'Indonésie présentent non seulement moins d'intérêt mais également moins de cohésion.

Par contre, les études sur la Thaïlande, sur les Philippines, et en particulier sur la Birmanie, sont plus originales et mieux équilibrées. Pierre Fistié décrit habilement le cas particulier de la Thaïlande qui, bien qu'elle ait su demeurer indépendante en jouant d'abord entre les influences françaises et anglaises, en s'alliant au Japon pendant la guerre mais en désavouant cette alliance un peu plus tard, est de plus en plus devenue dépendante des Américains. La présence de ceux-ci, de même que l'intensification de la participation thaïlandaise au conflit vietnamien en réponse à l'aggravation de la subversion intérieure, n'ont fait que mettre de l'huile sur le feu de celle-ci. L'emprise des militaires sur le pouvoir reste forte ; les tendances centrifuges de certaines régions et l'essor démographique pèsent lourd sur le développement du pays. L'administration de la Birmanie s'avère encore plus compliquée et sa consolidation au niveau national est d'autant plus difficile que, comme l'explique Jean Perrin,

les problèmes — tels les multiples rébellions — sont tout aussi aigus qu'au moment de son indépendance proclamée en janvier 1948. Bien que l'on puisse également parler de problèmes ethniques à l'endroit des Philippines, celles-ci se caractérisent plutôt au sein de l'Asie du Sud-Est par une certaine homogénéité ethnique (malais) et religieuse (chrétiens), cette dernière étant le fait de l'héritage colonial. George Fisher n'hésite d'ailleurs pas à dénoncer les méfaits de cet héritage qui, bien qu'il ait contribué à la constitution d'une unité nationale, demeure lié de très près à l'existence d'une élite terrienne, catholique et puissante. L'auteur n'hésite pas non plus à affirmer que de véritables réformes ne peuvent réussir que si elles revêtent un caractère global et brutal qui s'attaquera à la racine du mal et contribuera à dépouiller l'élite dirigeante.

Cette conclusion sans équivoque s'oppose nettement à celle, ambivalente, proposée par les auteurs de l'étude sur l'Indonésie. En effet, après avoir montré jusqu'à quel point le régime militaire qui a pris le pouvoir après le renversement des putschistes du 30 septembre 1965 (*Gestapu*) a su réorganiser l'économie, remanier les « dépendances », les auteurs semblent vouloir faire une critique et trouvent seulement à dire : « Il n'est pas certain qu'à long terme le gouvernement ait choisi la bonne voie... ».

La construction nationale n'a pas fini de se faire sans heurt dans cette région où l'exemple vietnamien ne peut pas rester sans réponse et où se sont succédés au cours des dix dernières années les coups d'État militaires (tels ceux de la Birmanie en mars 1962, du Laos en avril 1964, du Cambodge en mars 1970, de la Thaïlande en novembre 1971) et les crises (telles celles liées à la *Konfrontasi* entre la Malaysia et l'Indonésie de 1963 à 1965 essentiellement, aux massacres post *Gestapu* en Indonésie, aux émeutes raciales en Malaysia en mai 1969).

Au total, les travaux présentés dans ces deux volumes constituent une source peu uniforme mais utile et surtout unique en langue française. À cet effet, on peut cependant regretter que les sept auteurs aient tenu à se limiter à des bibliographies aussi sommaires et ainsi peu appropriées à une œuvre d'histoire de plus de 1 000 pages.

Rodolphe DE KONINCK

Géographie,
Université Laval.

ROSTOW, W. W., *Politics and the Stages of Growth*, Cambridge University Press, 1971, 410p.

Afin d'expliquer comment l'industrialisation et la croissance ont modifié et modifient encore les sociétés, Rostow juxtapose deux analyses, le développement « historique » (1750-1940) et le développement actuel du Tiers-Monde. À ceci, d'autres préoccupations se rattachent, dont celles de démontrer comment l'art de la démocratie est difficile pour les peuples, occasion propice à moraliser un peu sur les avatars de la révolution.

Le cadre conceptuel a une valeur explicative assez limitée, essentiellement pour deux raisons. D'abord l'ouvrage confond développement et changement, ce qui au départ place le lecteur dans un carrousel d'ambiguïtés. Ensuite, il présente les étapes de la croissance comme déterminante du développement.

Quant aux ambiguïtés, il faut en signaler quelques-unes. La première masque des phénomènes sociopolitiques qui ont un impact sur le développement. Rostow nous dit : le processus d'absorption de la technologie pose un défi que le « politique » doit résoudre (p. 3). Le « politique » subit le changement social et économique (p. 17), lesquels remettent constamment en question les équations (demandes-réponses). Ces équations doivent, à tout moment, être en équilibre, sinon les gouvernements ne peuvent « maximiser » la sécurité, le bien-être, et l'ordre. Or aucun système politique ne pourrait suivre s'il ne s'acquittait de ces trois fonctions majeures (pp. 7-10), puisqu'elles découlent, semble-t-il de la nature de l'homme. Corrolaire : plus le système politique maximise la sécurité, le bien-être et l'ordre, plus il est « développé ». Ce raisonnement ne nous permet pas d'expliquer la relation « formulation des demandes-satisfaction des demandes », laquelle constitue un des mécanismes clef du changement socio-politique.

Une deuxième ambiguïté. Pour Rostow, les étapes de la croissance sont le résultat (p. 49) : a) du processus de production ; b) d'un équilibre sectoriel dans la production et les investissements ; c) d'un équilibre qui n'est jamais parfaitement atteint, et qui se renouvelle. À chacune des étapes correspond un niveau de modernisation économique et sociale. À chaque niveau de modernisation correspond une « for-